

**Réponses du Groupe Altitude à la Consultation publique**  
**« Projet de décision fixant un encadrement tarifaire de l'accès à la boucle locale cuivre pour les années 2021 à 2023 »**

Le Groupe Altitude remercie l'Arcep de lui permettre de s'exprimer sur son projet de décision fixant l'encadrement tarifaire de l'accès à la boucle locale pour les années 2021 à 2023.

Altitude est susceptible d'être concerné par la future décision de l'Arcep à plusieurs égards. Le Groupe regroupe un opérateur de gros dédié aux entreprises : Kosc ; un opérateur de service de détail aux entreprises : Linkt ; et un opérateur d'infrastructure FttH spécialisé dans l'aménagement numérique des territoires : Altitude Infra.

Le projet de décision de l'Arcep peut avoir des impacts divers pour les différentes filiales du Groupe. D'une part, le projet risque d'avoir un impact financier pour Kosc en tant qu'acheteur de dégroupage cuivre et pour Linkt en tant qu'acheteur de produits cuivre à destination des entreprises. D'autre part, ce projet pourrait également avoir un impact pour AI opérateur d'infrastructure dans la mesure où l'Arcep envisage de lier l'évolution des tarifs du cuivre au plan de fermeture du cuivre d'Orange.

Enfin, Altitude s'intéresse également à la constitution du modèle BLOM. Altitude note à cet égard que le modèle actuel montre une différence significative entre les coûts de la zone privée et ceux de la zone publique.

De manière générale, Altitude partage l'analyse de l'Arcep sur l'impératif d'un encadrement des tarifs de la boucle locale cuivre pour les prochaines années, afin de les stabiliser et d'assurer la prévisibilité nécessaire à ses utilisateurs.

Altitude souhaite également alerter l'Arcep sur la situation particulière du marché entreprise.

Le cuivre reste le support dominant sur ce marché. Contrairement au marché grand public, la migration vers la fibre est encore embryonnaire avec 20% des PME seulement qui ont souscrit à la fibre<sup>1</sup>. Ce marché se caractérise également par des contrats pluriannuels fréquents. Aussi, des augmentations imprévisibles des tarifs de fourniture sur le cuivre seraient périlleuses pour l'équilibre économique de tout opérateur de gros comme de détail, hormis Orange. La progressivité du déploiement du FttH et celle de l'implémentation d'offres avec QoS sur la fibre rendent absolument nécessaires le maintien de l'encadrement des tarifs de la boucle locale cuivre pour la période 2021-2023 au minimum.

Contrairement au marché grand public, la concurrence sur le marché entreprise est très insuffisante au préjudice des tarifs et de la qualité offerte aux entreprises. L'Arcep relève

---

<sup>1</sup> <https://www.covage.com/actualites/etude-ifop-covage-2019-sur-la-fibre-en-entreprise-moins-d1-4-des-pme-francaises-beneficient-dune-connexion-fibre-optique/>

notamment que plus de 60% des TPE/PME ont Orange comme opérateur<sup>2</sup>. **Altitude considère donc que toute hausse des tarifs de gros d'Orange qui ne serait pas accompagnée d'une hausse similaire des tarifs de détail de l'opérateur historique serait proprement anticoncurrentielle.** En effet, ce comportement pourrait être le signe de subventions croisées entre activités de gros et de détail ou de risque de ciseaux tarifaires pour les concurrents d'Orange. Ce comportement serait d'autant plus préjudiciable que les durées d'engagement sur le marché entreprise sont habituellement de plusieurs années.

### **Commentaires sur la proposition de l'Arcep de lier les tarifs cuivre avec la fermeture du cuivre**

Dans son projet de décision mis en consultation publique, l'Arcep « *estime pertinent, dans un objectif d'incitation vis-à-vis d'Orange, que le niveau du tarif puisse être ajusté à la hausse, y compris au cours du cycle 2021-2023, en cas de présentation concrète par Orange d'un plan de fermeture du réseau cuivre et en fonction des garanties qu'il présenterait quant à la rapidité de la transition entre cuivre et fibre* ».

Altitude ne partage pas l'avis de l'Arcep sur ce point.

Le groupe soutient l'objectif de l'Autorité d'accélérer la transition du cuivre vers la fibre. En effet, en tant qu'opérateur d'infrastructure FttH, Altitude est directement intéressé par une migration rapide vers le réseau FttH. Kosc et Linkt œuvrent également pour accélérer la souscription des entreprises à la fibre optique. La hausse des tarifs du cuivre nous semble toutefois susceptible d'avoir des effets anticoncurrentiels négatifs largement supérieurs aux potentiels effets positifs qui restent très incertains.

Au préalable, l'Arcep n'évoque en rien le niveau de qualité de service qui doit être offert par l'opérateur historique sur le réseau cuivre qui reste aujourd'hui massivement utilisé par les entreprises et les abonnés des zones rurales. Ce sujet est majeur pour les deux filiales que sont Kosc et Linkt. Le niveau de service d'Orange se dégrade continuellement sur les délais de livraison et de rétablissement. Cette situation n'est plus tenable. Dans ce contexte une évolution à la hausse ne serait absolument pas justifiée.

Un ajustement à la hausse des tarifs du cuivre aurait au contraire un effet désincitatif pour Orange. Toute hausse qui ne serait pas justifiée par les coûts serait totalement injustifiée, voire anticoncurrentielle. Orange bénéficierait dans ce cas d'une surmarge sans fondement lui permettant de renforcer sa position sur le marché au détriment de ses concurrents : les opérateurs d'infrastructures tiers qui déploient également des réseaux BLOM et les autres opérateurs en particulier ceux actifs sur le marché entreprise comme Kosc ou Linkt.

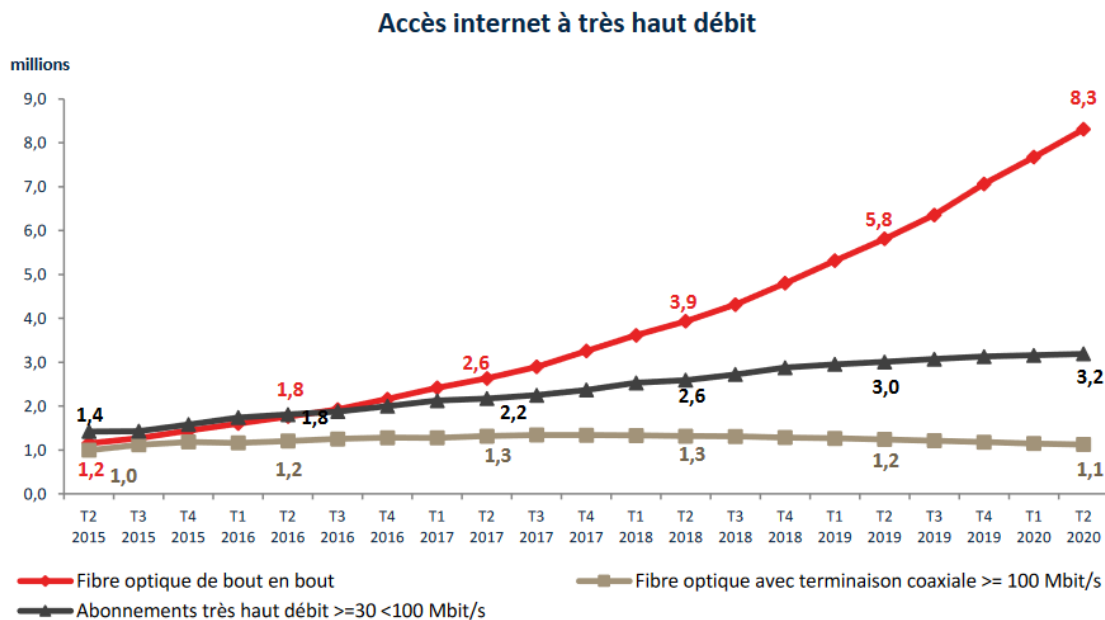
Altitude note d'ailleurs que l'exemple du RTC tend à montrer que l'évolution à la hausse n'a pas d'impact sur la réalisation concrète de la fermeture. Le RTC s'est arrêté commercialement et a vu ses tarifs régulièrement augmenter sans pour autant que la fermeture du RTC soit une réalité.

Altitude observe en outre que le marché FttH est désormais une réalité et qu'il n'est pas nécessaire de prévoir d'incitation particulière.

---

<sup>2</sup> <https://www.arcep.fr/actualites/les-prises-de-parole/detail/n/la-regulation-du-numerique-na-pas-progresse-dun-poil.html>

Le dernier observatoire de l'Arcep pour T2 2020 fait état de 8,3 millions d'abonnés sur la fibre optique, soit plus de 2,5 millions d'abonnés supplémentaires en 1 an et 40% de taux de pénétration. Dans le même temps, le réseau cuivre a perdu près de 2 millions d'abonnés. La migration est donc en marche sur le grand public.



Les politiques commerciales des opérateurs commerciaux et les communications financières illustrent la stratégie volontariste de migration. Une hausse serait de plus inéquitable pour les opérateurs commerciaux concurrents d'Orange sur le cuivre et sur la fibre et pourrait ralentir leur venue sur les RIP en abaissant leur capacité financière.

Il est dans l'intérêt du propriétaire du réseau cuivre d'accélérer la migration et la fermeture du réseau. Il serait en effet inefficace de continuer à exploiter et maintenir le réseau cuivre alors qu'il existe à côté un réseau FttH opérationnel.

Altitude s'inquiète de plus que l'Arcep envisage de déclencher une hausse des tarifs sur la base d'une « *présentation concrète par Orange d'un plan de fermeture* ». Un plan de fermeture n'a en effet en soit rien de concret, seule sa mise en œuvre l'est. Orange a déjà fait de multiples annonces et a notamment présenté un slide lors de la multilatérale dégroupage du 24 septembre 2020 précisant les conditions de fermeture commerciale pour avril 2021. Comment l'Arcep définit-elle un « *plan de fermeture* » ? est-ce une fermeture commerciale ou une fermeture complète ? La rédaction actuelle est bien trop souple, elle pourrait d'ailleurs justifier des hausses sans aucune fermeture concrète.

Ces éléments montrent qu'Orange a déjà lancé le mouvement de la fermeture du cuivre, à tout le moins la fermeture commerciale. L'enjeu désormais est de garantir que cette fermeture se fera de manière transparente et concertée dans le respect du principe de non-discrimination, pour les OI tiers qui déploient des boucles locales optiques d'une part, et pour les opérateurs concurrents de l'opérateur historique sur le marché entreprise. Une visibilité sur le planning et les processus de décommissionnement envisagés par Orange est indispensable pour préparer les investissements de long terme sur la fibre, en déploiement initial comme en raccordement. Altitude a déjà eu l'occasion de s'exprimer sur cette question dans ses réponses aux

consultations relatives aux projets de décision sur les analyses de marché. Les récentes annonces d'Orange au sein de la multilatérale dégroupage ne sont pas pour nous rassurer.

Pour ce qui concerne spécifiquement la fermeture technique du cuivre, celle pour laquelle Orange pourrait tarder, en particulier pour les zones déployées par d'autres OI, Altitude note que l'expérimentation sur Palaiseau n'a toujours pas conduit à une extinction complète.

**Altitude invite donc l'Arcep à revoir son projet de décision en supprimant le lien entre hausse du cuivre et fermeture du cuivre.**

Si l'Arcep devait maintenir cette proposition, des ajustements sont nécessaires pour garantir que la hausse des tarifs aura bien un impact positif sur la migration et limiter les effets anticoncurrentiels d'une telle mesure. Ceci pourrait être réalisé via une taxe sur le cuivre comme plusieurs acteurs ont déjà eu l'occasion de l'évoquer. Cette mesure permettrait d'éviter qu'un opérateur puissant bénéficie de conditions non répliquables de transferts en masse de ses clients et d'une rente induite lui permettant d'être agressif sur certains marchés. Cette taxe pourrait également permettre d'utiliser le produit de la hausse des tarifs pour financer la généralisation du FttH afin de permettre une fermeture complète. Dans tous les cas, l'augmentation ne saurait concerner la desserte de locaux non éligibles à la fibre.

Le groupe Altitude demande à l'ARCEP que des échanges soient organisés sur ces questions en parallèle des discussions avec Orange, si celles-ci avancent.

### **Commentaires sur le modèle BLOM et la fixation des tarifs du dégroupage pour 2021-2023**

Altitude partage la nécessité de se référer à une modélisation ascendante à partir du déploiement de la boucle locale optique mutualisée. Cette méthodologie permet notamment d'éviter des évolutions erratiques du tarif du cuivre en application de la seule comptabilité réglementaire d'Orange dans un contexte de transfert des usages vers la fibre qui va se massifier.

Altitude s'interroge toutefois sur l'ampleur de la fourchette des estimations du coût du déploiement de la BLOM, dus à de multiples facteurs (variation dans les coûts unitaires, hypothèses de déploiements, gains d'efficacité...). Si l'on prend les estimations de coûts pour les ZMD privées et publiques, on observe un delta de plus de 40% entre les bornes hautes et basses. L'importance de cette fourchette interroge.

Le différentiel est encore plus important pour les dépenses d'OPEX comprises entre 0,89€/mois et 2,35€/mois sans distinction entre les différentes zones. Ce delta ne nous semble pas raisonnable. En particulier, l'estimation basse paraît particulièrement sous-estimée.

Concernant plus précisément la fixation des tarifs du cuivre, Altitude s'interroge sur le périmètre de coûts utilisé par l'Arcep : couverture cible du territoire en FttH, quid des subventions et du service universel. Altitude s'interroge également sur la prise en compte de la revente des câbles de cuivre et la possible valorisation des déchets. La prise en compte de ces éléments pourrait avoir pour effet de baisser le tarif estimé par l'Arcep.

L'Arcep retient une baisse significative du WACC de plus de 6% à 4,6%. Altitude estime que cette baisse est justifiée par le contexte actuel sur les marchés financiers. Altitude note toutefois qu'une telle baisse aurait dû avoir pour conséquence de baisser les tarifs des produits d'accès au réseau cuivre. Pourtant l'Arcep propose une hausse de 14c€.

Altitude note également que les mécanismes mis en place antérieurement par la régulation ont pour objectif de tenir compte du transfert des abonnés vers la fibre, comme la tarification du génie civil.

**Pour toutes ces raisons, l'augmentation proposée pour 2021 n'apparaît pas justifiée.**